

*Bruxelles, le 27 mai 2008*

**Conférence sur "La normalisation des relations Union Européenne- Cuba et son potentiel pour la coopération au développement". Bruxelles, le 26 mai 2008**

**DÉCLARATION DE MIGUEL ÁNGEL MARTÍNEZ, PRÉSIDENT DU GROUPE D'AMITIÉ ET DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DE CUBA DU PARLEMENT EUROPÉEN**

Le 26 mai 2008, une Conférence sur "La normalisation des relations entre l'Union Européenne et Cuba et l'impacte de cette normalisation sur la coopération au développement", s'est tenue au siège du Parlement Européen à Bruxelles. Cette rencontre était organisée par le Groupe d'Amitié et de Solidarité avec le Peuple de Cuba qui opère au sein du Parlement Européen et le Grupo Sur, un réseau d'Organisations Non Gouvernementales européennes ayant une large expérience dans le domaine de la solidarité et de la coopération au développement à Cuba et dans des nombreux autres pays en développement.

Environ deux cents personnes ont participé à la Conférence, y compris des Membres du Parlement Européen appartenant aux Groupes Socialiste, Libéral, des Verts et de la Gauche Unitaire Européenne, des Ambassadeurs et autres membres du corps diplomatique de plusieurs pays d'Amérique Latine et d'Afrique, des fonctionnaires des Institutions communautaires et de nombreux responsables des organisations solidaires nationales et européennes appartenant au réseau du Grupo Sur. Parmi les orateurs qui ont pris la parole dans les différentes Tables Rondes, on a remarqué les interventions du Commissaire Européen en charge du Développement et de l'Aide Humanitaire, Louis Michel, et de certains de ses proches collaborateurs, ainsi que les contributions des Vice-présidents du Parlement Européen, Manuel dos Santos et Miguel Ángel Martínez, Président du Groupe d'Amitié et de Solidarité avec le Peuple du Cuba.

D'autres personnalités ont joué un rôle particulièrement important. Ce fut le cas de Monsieur Ibrahim Omar Touré, Ministre de la Santé de Mali; de l'Ambassadeur de Cuba auprès des Communautés, Monsieur Elio Rodríguez; de l'ancien Président du Parlement Européen et Président de la Commission du Développement, José Borrell; du Vice-président du Groupe d'Amitié et de Solidarité avec le Peuple de Cuba et Député du Parlement Européen, Willy Meyer, ainsi que celui de plusieurs experts venus de l'Havane, et des dirigeants du Grupo Sur, Xavier Declercq, Donatella Oldrini, Iosu Perales, et José Moisés Martín.

La Conférence s'est développée en deux volets qui se sont avérés étroitement liés. Dans la première partie, nous avons analysé l'action menée par Cuba dans le domaine de la coopération Sud/Sud: c'est à dire, dans la réalisation de programmes de solidarité avec des pays du Tiers Monde, le tout en vue d'avancer vers les Objectifs de Développement du Millénaire; ou dans le cadre d'initiatives d'aide humanitaire à l'occasion de catastrophes naturelles ou de conflits. Le témoignage du Ministre malien et celui des jeunes représentants de pays comme l'Honduras, le Guatemala ou le Togo, formés comme médecins ou comme enseignants dans les différents programmes passés en revue, furent impressionnants, autant que le furent les chiffres de coopérants cubains impliqués dans les projets de coopération en

cours. On a notamment remarqué une phrase de l'un des bénéficiaires de ladite coopération -"Contrairement à ce qui arrive avec les pays du Nord, Cuba ne donne pas ce qu'elle a en trop, elle partage ce qu'elle a de mieux, et qui parfois est insuffisant pour répondre à ses propres besoins"-. Un accent tout particulier a été mis dans la description de projets de coopération triangulaire, où le Venezuela et l'Afrique du Sud participent au financement de certaines initiatives, Cuba apporte le savoir faire de ses experts et les pays africains ou latino-américains contribuent avec l'effort logistique local.

C'est ainsi que nous sommes arrivés au deuxième volet de la Conférence. Le débat sur la nécessaire normalisation des relations entre l'Union Européenne et Cuba, et l'impact que cette normalisation aurait en faveur du développement de nombreux pays du Tiers Monde. Il est apparu absolument clair que ladite normalisation des relations est une exigence de cohérence en ce qui concerne l'Union Européenne, et constituera un pas en avant dans l'intérêt de Cuba, bien sûr, mais aussi dans celui de nombreux pays du Tiers Monde où des programmes de coopération triangulaire, comme ceux que nous venons de citer, pourraient être envisagés. Néanmoins, cette normalisation irait surtout dans l'intérêt de l'Union Européenne, de son image, de sa crédibilité, et du respect et de la considération accrue de la part de nombreux peuples et de nombreux États en développement.

La Conférence a reconnu et proclamé à l'unanimité que la normalisation dont nous parlons exige, comme condition indispensable et urgente, d'éliminer les sanctions imposées par l'Union Européenne à Cuba en 2003, des sanctions qui furent suspendues deux ans plus tard et qui, à l'heure actuelle, n'ont d'autre sens que celui de bloquer le chemin vers des relations normales et fructueuses, comme celles que l'Union Européenne maintient avec tout autre pays du monde. En conséquence, le principal message de la Conférence est bien un appel au Conseil Européen d'Affaires Générales et des Relations Extérieures qui traitera ce sujet les 16 et 17 juin, afin qu'il fasse un pas en avant et qu'il lève définitivement lesdites sanctions.

La Conférence a souligné l'importance du moment dans lequel cette décision va se produire, à l'heure que toute une série de mesures positives se profilent à Cuba et quand, au récent Sommet de Lima, l'Union Européenne vient de définir le caractère prioritaire de ses relations avec l'Amérique Latine et les Caraïbes. C'est l'heure aussi où Cuba voit croître son prestige et son influence dans les Caraïbes et en Amérique Latine; et l'heure où l'Union Européenne, dans la perspective de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, est sur le point de devenir un acteur global majeur qui aura besoin d'alliés et d'amis pour opérer de façon constructive dans le scénario mondial de la globalisation.

Un grand espoir a été manifesté par de nombreux participants et orateurs des Tables Rondes en ce que le Conseil Européen donnera suite à l'attitude positive avancée par le Commissaire Louis Michel, et assumera la responsabilité de briser les chaînes qui ont créé tant d'obstacles dans les relations entre l'Union Européenne et Cuba, et les conséquences négatives que ces obstacles ont eu dans la perception des peuples et de plusieurs Gouvernements d'Amérique Latine et des Caraïbes, ainsi que dans des secteurs importants de l'opinion publique européenne.

Les participants à la Conférence, et plus précisément les deux instances qui l'ont convoquée, ont réaffirmé leur mobilisation et leur confiance par rapport à l'action responsable des 27 Gouvernements des États Membres dans leur réunion des 16 et 17 juin. Par la même occasion, ils se sont engagés à poursuivre leurs efforts dans le nouveau scénario de dialogue et de coopération qui commence à se dessiner à l'horizon, à peine pour dans quelques semaines.